

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL / BREN / 2019 - 156 - 1

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Groupement d'intérêt économique constitué par les sociétés suivantes :

- **Société civile immobilière PARC RESIDENTIEL DU REFFY**
siège social : Le Reffy 71110 BAUGY
et
- **Société civile immobilière ETANGS DU BRIONNAIS**
siège social : D982 71110 BAUGY

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-1 et L.514-5 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 avril 2019 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations du gérant de la SCI ETANGS DU BRIONNAIS formulées par courrier en date du 6 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2510-1 « Exploitation de carrières » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 4 avril 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté une extraction et une mise en stocks récentes de matériaux sur les domaines Parc résidentiel du Reffy et Etangs du Brionnais sur la commune de Baugy ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite et des échanges avec les propriétaires des terrains et gérants des deux SCI visées ci-dessus, des matériaux extraits dans la propriété de la SCI Parc résidentiel du Reffy dans le cadre de la réalisation d'un plan d'eau ont été commercialisés en particulier par le biais d'annonces de vente de sables et de terres végétales sur le site internet « Le Bon Coin » pour le compte de la SCI Etangs du Brionnais ;

CONSIDÉRANT que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 4 avril 2019 relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 (autre extraction de matériaux) est exploitée sans autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure les sociétés civiles immobilières PARC RÉSIDENTIEL DU REFFY et ETANGS DU BRIONNAIS de régulariser leur situation administrative ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

Les sociétés civiles immobilières PARC RÉSIDENTIEL DU REFFY et ETANGS DU BRIONNAIS exploitant une installation d'extraction de matériaux sises Le Reffy et D982 sur la commune de Baugy sont mises en demeure de régulariser leur situation administrative :

- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture,
- soit en cessant leurs activités d'extraction et de commercialisation de minéraux et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les exploitants feront connaître laquelle des deux options ils retiennent pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où ils optent pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et les exploitants fournissent dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512 39- 1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où ils optent pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois. Les exploitants fournissent dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification aux exploitants du présent arrêté.

Les sociétés PARC RÉSIDENTIEL DU REFFY et ETANGS DU BRIONNAIS doivent, jusqu'à la décision éventuelle relative à la demande d'autorisation, dès la notification du présent arrêté, suspendre :

- toute activité d'extraction de matériaux non conforme à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sur leur domaine ;
- toute évacuation et vente de matériaux mis en stocks sur leur domaine.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre des exploitants, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BAUGY et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de BAUGY pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de BAUGY.
- une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire, Mme la Sous-Préfète de Charolles, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté et M. le Maire de Baugy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et dont une copie sera notifiée à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la DREAL.

Mâcon, le **- 5 JUIN 2019**

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire
Jean-Claude GENEY